

# Tribune du grand Ouest : la Coopération plutôt que la métropolisation

**Nous, Listes citoyennes aux élections municipales de mars 2020 des villes Bretonnes et des Pays de la Loire, tirons la sonnette d'alarme sur un sujet de plus en plus prégnant mais occulté dans le débat public : la métropolisation.**

Les lois MAPTAM et NOTRe de 2014 et 2015 ont institutionnalisé 21 métropoles en France, dont 3 en Bretagne historique (Brest, Nantes et Rennes), bouleversant totalement les équilibres territoriaux.

**Ces lois n'engendrent que des perdants.** Avec près de 3 milliards d'euros de budget à elles trois et une captation des compétences aux dépens des communes et des départements, nos métropoles sont devenues des machines technocratiques qui se nuisent autant qu'aux territoires auxquels elles appartiennent.

**S'inscrivant dans une logique libérale de compétition européenne, leur seul objectif est de croître sans limite, finançant leur développement par des centaines de millions d'euros.** Pour attirer les entreprises et leurs cadres dirigeants, leur président·e·s en viennent à faire de la publicité dans le métro parisien, de nouveaux quartiers d'affaires (EuroRennes, EuroNantes, Gare+ à Angers), des équipements de prestige (centre des Congrès couvent des Jacobins, Arbres aux hérons, Icepark) des agrandissements ou constructions d'aéroport (Notre-Dame-des-Landes, aéroport de Rennes et de Brest), autant d'éléments au service d'une même politique délétère.

Publicités dans le métro parisien, nouveaux quartiers d'affaires (EuroRennes, EuroNantes, Gare+ à Angers ...), équipements de prestige (centre des Congrès couvent des Jacobins, Arbres aux hérons, Icepark ...) agrandissement ou construction d'aéroport (Notre-Dame-des-Landes, aéroport de Rennes et de Brest), autant d'éléments au service d'une même politique délétère.

**Elle l'est aussi pour les zones rurales.** On ne compte plus les fermetures d'entreprises et le taux de chômage y est souvent au-dessus des moyennes régionales. Dans ce contexte, l'attractivité des métropoles vide les territoires et entraîne un appauvrissement de ces communes. C'est la conséquence de la métropolisation, à laquelle s'ajoute une politique nationale qui supprime des services publics pourtant indispensables au bien-être des habitant·e·s et au dynamisme des communes.

C'est un cercle vicieux : plus la commune se désertifie, moins elle peut résister à la métropolisation.

**Les villes dites moyennes paient aussi le prix fort.** Territorialement reléguées au second plan, elles peinent à subvenir à leurs besoins d'infrastructures tertiaires, de cadres, de médecins quand les offres d'emploi pour les autres catégories professionnelles diminuent. Elles n'arrivent pas à faire considérer par la métropole régionale la précarisation et l'appauvrissement de leur population. S'ajoutant à ce constat un contexte global d'austérité et une baisse des dotations, les territoires les plus fragiles sont abandonnés.

Victimes de ce phénomène de métropolisation, avec l'exemple d'Angers et du Mans dont la communauté de commune s'est renommé "Angers Loire Métropole" et "Le Mans Métropole", ces villes pensent pourtant pouvoir en profiter et mettent en place de coûteuses politiques d'attractivité pour séduire les CSP + ou encore les start-up. C'est autant de leur budget dont ne bénéficieront pas les habitants de ces villes.

**Ces 5 dernières années, 43 000 habitants sont arrivés dans la métropole nantaise, 23 000 dans la métropole rennaise, 7 000 dans la métropole brestoise et 10 000 à Angers.** Les prix de l'immobilier et des loyers augmentent fortement et repoussent les classes populaires et les classes moyennes de plus en plus loin de la ville-centre, de plus en plus loin de leur lieu de travail, de leurs centres de santé et des services publics. Cet éloignement forcé multiplie des déplacements et la pollution de l'air. Les constructions de nouveaux logements bétonnent les terres agricoles et densifient à outrance des quartiers déjà saturés.

**Face à ce phénomène libéral, nous portons une autre vision d'un développement territorial équilibré : celle de l'écologie populaire. Notre objectif est de multiplier les espaces de travail communs entre zones rurales et métropoles, afin d'organiser un développement économique plus harmonieux,** en lien avec les conseils régionaux. Nous privilégions de réels partenariats de coopération au lieu de la concurrence et de la lutte du tous contre tous.

**Les élections municipales et intercommunales des 15 et 22 mars prochains sont une chance inespérée pour dire stop au rouleau compresseur de la métropolisation.**

**Voilà pourquoi nous appelons les électrices et les électeurs à se saisir de cet enjeu dans leur vote.**

Claire SCHWEITZER – pour **Angers citoyenne et populaire**

Pierre-Yves CADALEN pour **Brest à venir**

Michel DUCHATELET - pour **Coulaines Citoyenne et Solidaire**

Alexandre SCHEUER – pour **Lanester En Commun**

Marie JAMES – pour **Vers Le Mans En Commun**

Margot MEDKOUR pour **Nantes en Commun**

Enora LE PAPE pour **Rennes en Commun**

François RIOU - pour La liste **Vannes Projet Citoyen**

La liste de **Rezé à Gauche Toute**